

MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

ACTE D'ENGAGEMENT

**Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage
(AMO) juridique/financière pour
l'opération de rénovation énergétique de
la caserne Brenier à Bourgoin-Jallieu (38)**

Mois M0 :

Imputation budgétaire (EJ) :

Réf. Dossier : SGAMI69-DI-2025-020

Sommaire

1. Identification du pouvoir adjudicateur.....	3
2. Identification du contractant.....	3
3. Dispositions générales.....	7
3.1. Objet du marché.....	7
3.2. Intervenants.....	7
4. Durée et délais d'exécution.....	8
4.1. Durée.....	8
4.2. Délais d'exécution.....	8
5. Montant de l'offre.....	8
6. Sous-traitance.....	10
6.1. Montant sous-traité désigné au marché.....	10
6.2. Montant sous-traité envisagé.....	11
7. Avance et règlement des comptes.....	11
7.1. Avance.....	11
7.2. Règlement des comptes.....	12
8. Acceptation de l'offre.....	14
Liste des pièces en annexe.....	16

1. Identification du pouvoir adjudicateur

Acheteur

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Représenté par le Préfet délégué pour la défense et la sécurité

Maître d'ouvrage

SGAMI SUD-EST - Direction de l'Immobilier

Adresse postale : 215 rue André Philip - 69421 LYON Cedex 3

Adresse site : 20 rue de l'Espérance - 69003 LYON

Conducteur d'opérations

SGAMI SUD-EST - Direction de l'Immobilier – Bureau travaux investissement

2. Identification du contractant

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché et conformément à leurs clauses,

Le signataire

☐ s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte

☐ s'engage en tant que mandataire du groupement conjoint avec mandataire solidaire

Les candidats sont informés que l'acheteur se réserve le droit de contraindre le groupement attributaire à revêtir la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire dans le cas où il n'aurait pas candidaté sous cette forme.

Le prestataire unique ou le mandataire du groupement :

Prestataire unique ou Mandataire du groupement (cotraitant 1)	
Nom commercial :	
Dénomination sociale :	
Numéro SIRET :	
Adresse :	
Adresse siège social si différente :	
Téléphone :	Fax :
Courriel :	

ENGAGEMENT DU CANDIDAT

☐ Affirme (nous affirmons), sous peine de résiliation du marché à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant des articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du code de la commande publique.

☐ Affirme, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que je suis titulaire (cas d'une personne physique) d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que j'encours :

Compagnie :

N° police :

☐ Affirme, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que la société (cas d'une personne morale) pour laquelle j'interviens, est titulaire d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités qu'elle encourt :

Compagnie :

N° police :

En cas de cotraitance :

Cotraitant 2	
Nom commercial :	
Dénomination sociale :	
Numéro SIRET :	
Adresse :	
Adresse siège social si différente :	
Téléphone :	Fax :
Courriel :	

Cotraitant 3	
Nom commercial :	
Dénomination sociale :	
Numéro SIRET :	
Adresse :	
Adresse siège social si différente :	
Téléphone :	Fax :
Courriel :	

Cotraitant 4	
Nom commercial :	
Dénomination sociale :	
Numéro SIRET :	
Adresse :	
Adresse siège social si différente :	
Téléphone :	Fax :
Courriel :	

Cotraitant 5	
Nom commercial :	
Dénomination sociale :	
Numéro SIRET :	
Adresse :	
Adresse siège social si différente :	
Téléphone :	Fax :
Courriel :	

Cotraitant 6	
Nom commercial :	
Dénomination sociale :	
Numéro SIRET :	
Adresse :	
Adresse siège social si différente :	
Téléphone :	Fax :
Courriel :	

Cotraitant 7	
Nom commercial :	
Dénomination sociale :	
Numéro SIRET :	
Adresse :	
Adresse siège social si différente :	
Téléphone :	Fax :
Courriel :	

Cotraitant 8	
Nom commercial :	
Dénomination sociale :	
Numéro SIRET :	
Adresse :	
Adresse siège social si différente :	
Téléphone :	Fax :
Courriel :	

ENGAGEMENT DES COTRAITANTS

☐ Nous affirmons sous peine de résiliation du marché à nos torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) nous intervenons ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant des articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique.

☐ Nous affirmons, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que toutes les personnes physiques ou morales pour lesquelles nous intervenons sont titulaires de polices d'assurances garantissant les responsabilités qu'elles encourent.

Cotraitants	Cotraitant 1 (mandataire)	Cotraitant 2	Cotraitant 3	Cotraitant 4
Raison sociale :				
Compagnie :				
N° police :				

Cotraitants	Cotraitant 5	Cotraitant 6	Cotraitant 7	Cotraitant 8
Raison sociale :				
Compagnie :				
N° police :				

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et des éléments qui sont mentionnés au présent acte d'engagement,

☐ Engage (engageons), sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions contenues dans les documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après qui constituent mon offre.

☐ Confirme (nous confirmons), sous peine de résiliation de plein droit du marché, que les sous-traitants proposés dans le présent document répondent aux conditions ci-dessus et qu'ils sont également titulaires de polices d'assurances garantissant les responsabilités qu'ils encourent.

Sous-traitant	1 ^{er} sous-traitant	2 ^{ème} sous-traitant	3 ^{ème} sous-traitant
Raison sociale :			
Compagnie :			
N° police :			

Après avoir pris connaissance des pièces du contrat,

Après avoir produit les documents exigés par le Code de la commande publique dans le cadre de l'attribution,

Le Titulaire s'engage, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par les pièces contractuelles, à exécuter les prestations objet du présent marché d'AMO dont la consistance est définie dans ce document, inséparable du reste des pièces contractuelles.

Sont considérées comme nulles et non écrites les conditions figurant sur tous les documents du Titulaire, contradictoire avec celles mentionnées au marché, en fonction de la hiérarchie des pièces précisée à l'article 2 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Les stipulations de l'offre de l'AMO ne sont pas opposables au pouvoir adjudicateur.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

3. Dispositions générales

3.1. Objet du marché

Le présent acte d'engagement concerne la mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) juridique/financière relative à l'opération de rénovation énergétique de la caserne Brenier à Bourgoin-Jallieu (38).

Lieu d'exécution : Caserne BRENIER – 35 avenue des Alpes, 38300 Bourgoin-Jallieu.

3.2. Intervenants

Conformément à l'article 1.3.2 du CCAP, le conducteur des prestations ainsi que les personnes désignées pour exécuter personnellement les prestations sont celles visées à **l'annexe 1 (AE1) de l'acte d'engagement**.

La conduite des prestations est assurée par la personne qui réalise la mission du présent marché. Son suppléant, de même niveau de compétences, n'est pas un remplaçant possible, il ne doit intervenir qu'en cas d'indisponibilité de l'intervenant principal.

Le Titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau participant de l'équipe d'AMO désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au représentant du Maître d'ouvrage, dans les conditions de l'article 1.3.2 du CCAP du présent marché.

AE : 2025-020 : AMO juridique/financière rénovation énergétique de la caserne Brenier - Bourgoin-Jallieu (38)

4. Durée et délais d'exécution

4.1. Durée

Un ordre de service spécifique peut être émis par le maître d'ouvrage, il précisera la date de commencement d'exécution des parties techniques de la tranche ferme ainsi que celle des tranches optionnelles sachant que les tranches optionnelles ne peuvent s'exécuter qu'à compter d'une décision expresse du pouvoir adjudicateur de les affermir.

TRANCHES	DÉSIGNATION	DURÉE
Tranche ferme	Partie technique 1 à 3 : Montage du dossier FinInfra	1 mois
Tranche optionnelle n°1	Partie technique 4 : Choix du titulaire du marché global	12 mois
Tranche optionnelle n° 2	Partie technique 5 : suivi des études	8 mois
Tranche optionnelle n° 3	Partie technique 6 : suivi des travaux	20 mois (+ 24 mois de GPA et GBF)
Tranche optionnelle n° 4	Partie technique 7 : suivi de l'exploitation maintenance	36 mois

4.2. Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations de chaque tranche et partie technique sont précisés dans l'annexe 2 (AE2) du présent acte d'engagement.

5. Montant de l'offre

Les prestations du marché font l'objet d'un marché unique. Le coût total de la commande s'élève en prix global et forfaitaire décomposé comme suit :

Tranche ferme (TF) : Montage du dossier FinInfra

Montant HT (en €) :	
Montant de la TVA au taux de 20 % :	
Montant TTC (en €) :	
Montant TTC en toutes lettres (en €) :	

Tranche optionnelle n°1 (TO 1) si affermissement : Choix du titulaire du marché global

Montant HT (en €) :	
Montant de la TVA au taux de 20 % :	
Montant TTC (en €) :	
Montant TTC en toutes lettres (en €) :	

Tranche optionnelle n°2 (TO 2) si affermissement : Suivi des études

Montant HT (en €) :	
Montant de la TVA au taux de 20 % :	
Montant TTC (en €) :	
Montant TTC en toutes lettres (en €) :	

Tranche optionnelle n°3 (TO 3) si affermissement : Suivi des travaux

Montant HT (en €) :	
Montant de la TVA au taux de 20 % :	
Montant TTC (en €) :	
Montant TTC en toutes lettres (en €) :	

Tranche optionnelle n°4 (TO 4) si affermissement : Suivi de l'exploitation maintenance

Montant HT (en €) :	
Montant de la TVA au taux de 20 % :	
Montant TTC (en €) :	
Montant TTC en toutes lettres (en €) :	

Total général toutes tranches confondues :

Montant HT (en €) :	
Montant de la TVA au taux de 20 % :	
Montant TTC (en €) :	
Montant TTC en toutes lettres (en €) :	

L'offre a été établie sur la base des conditions économiques en vigueur au **mois de remise des offres dit mois zéro (M0)** du marché d'AMO, indiqué en page de garde du présent acte d'engagement.

Le marché est rémunéré par un prix global forfaitaire dont la décomposition par élément de mission figure dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

Le contenu des prix est décrit dans le cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

6. Sous-traitance

6.1. Montant sous-traité désigné au marché

Le Titulaire peut s'appuyer dès la conclusion du marché sur des opérateurs économiques auxquels il prévoit de sous-traiter une partie des prestations qui lui incombent. Les modalités exactes de la sous-traitance sont décrites au cahier des clauses administratives particulières.

Le ou les actes spéciaux de sous-traitance annexés au marché lors de la remise de l'offre indiquent la nature des prestations sous-traitées, les montants sous-traités sont inscrits ci-après.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

☐ **Le titulaire n'envisage pas de sous-traiter l'exécution de certaines prestations.**

☐ **Le titulaire envisage de sous-traiter l'exécution de certaines prestations.**

Le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que le titulaire, mandataire ou cotraitant envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans le tableau constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra céder ou présenter en nantissement.

Le titulaire annexe au présent acte d'engagement les actes spéciaux de chacun des sous-

traitants. Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée acceptée par la notification du contrat et qui prendra effet à la date de notification.

Le montant total des prestations que je propose de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

Nature de la prestation		Montant en euro	
		HT	TTC
TOTAL :			

6.2. Montant sous-traité envisagé

En outre, le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que j'envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement après avoir demandé en cours d'exécution leur acceptation et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance les concernant à l'acheteur ;

Les sommes figurant à ce tableau correspondent au montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra proposer en nantissement, ou céder :

Nature de la prestation		Montant en euro	
		HT	TTC
TOTAL :			

Les déclarations de sous-traitance devront être présentées conformément au modèle joint.

7. Avance et règlement des comptes

7.1. Avance

Une avance est accordée au titulaire ou groupement dans les conditions de la réglementation en vigueur, sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement.

Le taux de l'avance est fixé à l'article 5.3 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

En cas de renoncement au versement de l'avance, cocher les cases ci-dessous :

Prestataire unique ou cotraitant 1 (mandataire) :	<input type="checkbox"/> Refuse de percevoir l'avance
Cotraitant 2 :	<input type="checkbox"/> Refuse de percevoir l'avance
Cotraitant 3 :	<input type="checkbox"/> Refuse de percevoir l'avance
Cotraitant 4 :	<input type="checkbox"/> Refuse de percevoir l'avance
Cotraitant 5 :	<input type="checkbox"/> Refuse de percevoir l'avance
Cotraitant 6 :	<input type="checkbox"/> Refuse de percevoir l'avance
Cotraitant 7 :	<input type="checkbox"/> Refuse de percevoir l'avance
Cotraitant 8 :	<input type="checkbox"/> Refuse de percevoir l'avance

7.2. Règlement des comptes

L'acheteur se libérera des sommes dues au titre du marché par virement établi à l'ordre du titulaire. Les RIB devront être joints au présent acte d'engagement.

L'acheteur se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Tout changement intervenant dans les coordonnées bancaires du Titulaire doit faire l'objet d'un courrier d'information préalable pour permettre une prise en compte lors des paiements suivants.

Titulaire unique :

En présence d'un titulaire unique, le donneur d'ordre se libérera des sommes dues au titre du marché par virement établi à :

☐ l'ordre du titulaire (joindre le RIB).

Relevé d'Identité Bancaire							
Nom de l'entreprise (bénéficiaire) :							
Domiciliation du compte :							
IBAN :							
BIC :							

Groupement conjoint :

Dans le cadre d'un groupement conjoint, l'acheteur se libérera des sommes dues au titre du présent marché par virement soit sur :

- ☐ un compte unique ouvert au nom du mandataire (joindre un RIB).
- ☐ un compte commun ouvert au nom du groupement conjoint (joindre un RIB).
- ☐ les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées dans la Décomposition du Prix Globale et Forfaitaire (DPGF) (joindre les RIB).

Relevé d'Identité Bancaire							
Nom de l'entreprise (bénéficiaire) : Domiciliation du compte :							
IBAN :							
BIC :							
Nom de l'entreprise (bénéficiaire) : Domiciliation du compte :							
IBAN :							
BIC :							
Nom de l'entreprise (bénéficiaire) : Domiciliation du compte :							
IBAN :							
BIC :							
Nom de l'entreprise (bénéficiaire) : Domiciliation du compte :							
IBAN :							
BIC :							
Nom de l'entreprise (bénéficiaire) : Domiciliation du compte :							
IBAN :							
BIC :							

Nom de l'entreprise (bénéficiaire) :							
Domiciliation du compte :							
IBAN :							
BIC :							
Nom de l'entreprise (bénéficiaire) :							
Domiciliation du compte :							
IBAN :							
BIC :							
Nom de l'entreprise (bénéficiaire) :							
Domiciliation du compte :							
IBAN :							
BIC :							

8. Acceptation de l'offre

ENGAGEMENT DU CANDIDAT :

Fait en un seul original A Le	Signature du candidat Porter la mention manuscrite « Lu et approuvé »
-------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------

ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR L'ACHETEUR

Tranche ferme (TF) : Montage du dossier FinInfra

Montant HT (en €) :	
Montant de la TVA au taux de 20 % :	
Montant TTC (en €) :	
Montant TTC en toutes lettres (en €) :	

Tranche optionnelle n°1 (TO 1) si affermissement : Choix du titulaire du marché global

Montant HT (en €) :	
Montant de la TVA au taux de 20 % :	
Montant TTC (en €) :	
Montant TTC en toutes lettres (en €) :	

Tranche optionnelle n°2 (TO 2) si affermissement : Suivi des études

Montant HT (en €) :	
Montant de la TVA au taux de 20 % :	
Montant TTC (en €) :	
Montant TTC en toutes lettres (en €) :	

Tranche optionnelle n°3 (TO 3) si affermissement : Suivi des travaux

Montant HT (en €) :	
Montant de la TVA au taux de 20 % :	
Montant TTC (en €) :	
Montant TTC en toutes lettres (en €) :	

Tranche optionnelle n°4 (TO 4) si affermissement :Suivi de l'exploitation maintenance

Montant HT (en €) :	
Montant de la TVA au taux de 20 % :	
Montant TTC (en €) :	
Montant TTC en toutes lettres (en €) :	

Total général toutes tranches confondues :

Montant HT (en €) :	
Montant de la TVA au taux de 20 % :	
Montant TTC (en €) :	
Montant TTC en toutes lettres (en €) :	

Les prestations non réalisées seront déduites du montant indiqué ci-dessus correspondant au marché de base détaillé dans la décomposition du prix global et forfaitaire (devis estimatif) et incorporés ou non dans les éventuels avenants selon le cas.

Les sous-traitants proposés ci-dessus sont acceptés comme ayant droit au paiement direct dans les conditions indiquées.

A _____, le

Signature [représentant du pouvoir adjudicateur]

Liste des pièces en annexe

- AE1 : Personnes nommément désignées
- AE2 : Délais de remise des documents

Le pouvoir adjudicateur pourra établir un certificat de cessibilité de créance en original pour être remis à l'établissement de crédit, en cas de nantissement ou cession consentie dans les conditions de l'article R. 2191- 58 du Code de la Commande publique.

AE : 2025-020 : AMO juridique/financière rénovation énergétique de la caserne Brenier - Bourgoin-Jallieu (38)